ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 20 juillet 1981, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées le 14 décembre 1932, et la loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales", a donné le 21 septembre 1981 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e juli 1981 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wetten op de verkrijging, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit, gecoördineerd op 14 december 1932, en van de wet van 19 oktober 1921 op de provinciale verkiezingen", heeft de 21e september 1981 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Il n'est pas douteux que, par son objet, le projet relève de la compétence du législateur national.

II.

A. Le projet est proposé et contresigné par le Ministre de la Justice dans les compétences duquel il entre incontestablement.

Toutefois, l'article 22, I, abroge l'article 23, alinéa 2, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales. La matière des élections provinciales appartient aux compétences du Ministre de l'Intérieur.

Bien que l'abrogation de l'article 23, alinéa 2, de la loi du 19 octobre 1921 soit la conséquence logique des autres dispositions du projet de loi, il s'indiquerait que le Ministre de l'Intérieur propose et contresigne lui aussi ce projet.

B. L'adoption de la loi en projet devrait entraîner l'adaptation, non seulement de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, mais aussi de toutes les dispositions qui se réfèrent aux dispositions modifiées des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées le 14 décembre 1932.

A titre indicatif, on citera les exemples suivants :

.../...

1° A l'article 2, alinéa 1er, de la loi du 5 février 1947 organisant le statut des étrangers prisonniers politiques, la référence à l'article 7 des lois coordonnées devra être supprimée, en raison de l'article 8 du projet.

2° A l'article 2, alinéa 3, de la loi du 30 décembre 1953 relative à la déchéance de la nationalité belge du chef de condamnation par défaut pour infraction contre la sûreté extérieure de l'Etat, commise entre le 26 août 1939 et le 15 juin 1949, la deuxième phrase devra être abrogée, en raison de l'article 15 du projet.

3° A l'article 2, § 4, de la loi du 28 avril 1958 portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne, relatif à la rectification de la frontière belgo-allemande et au règlement de divers problèmes concernant les deux pays, du Protocole final, des annexes 1, 2, 3 et 4 et des lettres annexes signés à Bruxelles le 24 septembre 1956, il y aura lieu de supprimer les mots "aux §§ 1er et 3".

4° A l'article 13, alinéa 1er, de la loi du 21 juin 1960 portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne, il y aura lieu de supprimer le chiffre 7.

Le cas échéant, les Ministres dans les compétences desquels figurent les dispositions à adapter devront, eux aussi, proposer et contresigner le projet.

.../...

III.

Il ressort des indications données au Conseil d'Etat que, dans l'intention du Gouvernement, toutes les dispositions du projet n'entreraient pas en vigueur simultanément. Une habilitation expresse étant nécessaire pour que le Roi puisse assigner des dates d'entrée en vigueur différentes aux dispositions d'une même loi, il conviendrait que l'article 22, II, devenant l'article 23, soit rédigé comme suit :

"Article 23.-
La présente loi entre en vigueur aux dates qui seront fixées par le Roi".

IV.

Aux articles 2 et suivants du projet de loi, la phrase liminaire doit, chaque fois, faire référence aux mêmes lois "coordonnées". Ce dernier mot a été omis aux articles 2 à 21.

V.

Le projet utilise tantôt le singulier et tantôt le pluriel pour désigner les personnes qu'il vise. Il y aurait avantage à ne retenir que le singulier, sauf lorsqu'il s'agit d'énumérer, comme à l'article 1er, plusieurs catégories de bénéficiaires.

VI.

Dans plusieurs de ses dispositions, le projet mentionne la résidence habituelle comme l'une des conditions liées à l'acquisition ou au recouvrement de la nationalité belge.

.../...

Il est à présumer que cette notion a été utilisée dans les lois coordonnées du 14 décembre 1932 dans un souci de concordance avec la réglementation en matière de registres de population. S'il en est bien ainsi, il y a lieu de relever qu'à l'expression "résidence habituelle" a été substituée celle de "résidence principale" par l'arrêté royal du 18 mars 1981 modifiant l'arrêté royal du 1er avril 1960 réglant la tenue des registres de population.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 1er.

I. Tel qu'il est rédigé, l'alinéa 1er, 2°, a, en projet, ne permettrait pas de reconnaître la nationalité belge à l'enfant né à l'étranger d'un auteur belge né lui-même au Congo belge ou dans les territoires du Ruanda-Urundi pendant l'administration belge. Si l'intention du Gouvernement était, comme on peut le supposer, de reconnaître la nationalité belge à l'enfant se trouvant dans ce cas, il conviendrait de compléter le texte du projet en s'inspirant, par exemple, des assimilations auxquelles a procédé, en ce qui concerne la résidence en territoire belge, l'article 2 de la loi du 22 décembre 1961 relative à l'acquisition ou au recouvrement de la nationalité belge par les étrangers nés ou domiciliés sur le territoire de la République du Congo ou par les Congolais ayant eu en Belgique leur résidence habituelle (1).

II. Aux termes de l'alinéa 1er, 2°, b, aura la nationalité belge l'enfant né à l'étranger d'un auteur belge qui, au moment de la naissance, réside à l'étranger et y exerce une fonction conférée par une autorité belge.

.../...

- - - - - - - - - - - - -

(1) Comparer avec la formule utilisée dans diverses lois, et notamment à l'article 71, § 1er, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 : "... les territoires qui ont été soumis à la souveraineté belge ou confiés à l'administration de la Belgique".

a) On peut craindre que la règle ainsi introduite dans les lois relatives à la nationalité ne suscite en pratique des difficultés d'application dans un certain nombre de cas, notamment lorsqu'il s'agira de déterminer quelles sont les fonctions conférées par une autorité belge. Le mot "fonction" lui-même devra-t-il être entendu dans une acception large ou dans une acception étroite; par exemple, le chauffeur d'une ambassade devra-t-il être considéré comme exerçant une fonction conférée par une autorité belge ? L'intéressé devra-t-il, en outre, être soumis à un régime statutaire pour être compris dans cette définition ou suffira-t-il d'un régime contractuel ?

b) La notion d'autorité risque, elle aussi, de créer des difficultés d'interprétation si elle n'est pas précisée davantage. S'agira-t-il d'une autorité administrative au sens relativement étendu où l'entend la jurisprudence du Conseil d'Etat, section d'administration; par exemple, faudra-t-il comprendre dans cette notion la SABENA, la S.N.C.B., et la Régie des transports maritimes ?

c) Tel qu'il est rédigé, le texte exclut les cas où l'auteur belge réside à l'étranger pour y remplir une fonction conférée, soit par une autorité internationale, même s'il s'agit d'un fonctionnaire détaché par l'administration belge, soit par un organisme de droit privé, même si cet organisme a un caractère semi-public par la participation des pouvoirs publics à son capital social ou à sa gestion, ou s'il exécute un marché ou une mission qui est la conséquence d'accords internationaux conclus à l'initiative ou à l'intervention du Gouvernement belge.

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si cette exclusion est justifiée par des raisons objectives.

+

.../...

Les mêmes observations valent pour l'alinéa 1er, 2°, c.

+

Suivant l'alinéa 4 :

"L'enfant qui possède la qualité de Belge uniquement sur base du présent article, perd cette qualité lorsque sa filiation à l'égard de l'auteur belge cesse d'être établie pendant sa minorité et avant son émancipation".

I. Textuellement, cette disposition prévoit un cas de perte de la nationalité. Cette perte n'ayant pas d'effet rétroactif, l'enfant aura pu communiquer valablement la nationalité belge à un descendant avant d'avoir lui-même perdu cette nationalité par suite de la mise à néant de sa filiation à l'égard de l'auteur belge. On peut se demander si cette conséquence a été voulue, alors que la disparition du lien de filiation a elle-même un effet déclaratif non douteux.

II. D'ailleurs, si, dans l'intention des auteurs du texte, celui-ci avait visé un cas de perte proprement dite de la nationalité, cette disposition aurait trouvé une place plus logique à l'article 14 du projet.

Dans le doute sur les intentions exactes du Gouvernement, le Conseil d'Etat croit devoir s'abstenir de faire une proposition de texte à ce sujet.

Sous réserve des observations qui ont été faites, le texte suivant est proposé pour l'article 1er en projet. Il est divisé en deux paragraphes pour des raisons de clarté :

.../...

"Article ler.-

§ ler. Sont Belges :

1° l'enfant né en Belgique d'un auteur belge;

2° l'enfant né à l'étranger d'un auteur belge, dans l'un des cas suivants :

a) l'auteur est né en Belgique;

b) au moment de la naissance, l'auteur réside à l'étranger et y exerce (une fonction conférée par une autorité belge);

c) l'auteur est conjoint d'un étranger qui, au moment de la naissance, réside à l'étranger et y exerce (une fonction conférée par une autorité belge);

d) l'enfant ne possède pas à sa naissance une nationalité étrangère.

§ 2. Pour que le paragraphe ler soit applicable, il faut qu'au moment où la filiation est établie, l'auteur soit Belge et que l'enfant soit mineur et non émancipé. Toutefois, si la filiation n'est établie qu'après la mort de l'auteur, il suffit que celui-ci ait été Belge à son décès.

L'acquisition de la nationalité belge produit ses effets du jour où la filiation est établie.

... (voir l'observation relative à l'alinéa 4) ...".

Article 2 (article 2 en projet).

L'alinéa ler serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Est Belge l'enfant né en Belgique et qui ne possède pas une nationalité étrangère".

Suivant l'alinéa 2 :

"L'enfant trouvé en Belgique est présumé, jusqu'à preuve du contraire, être né sur le sol belge".

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que, dans l'intention du Gouvernement, l'enfant visé par cette disposition est l'enfant nouveau-né au sens de l'article 58 du Code civil. Dans un souci de concordance avec cette disposition, il serait préférable de rédiger comme suit l'alinéa 2 :

"L'enfant nouveau-né trouvé en Belgique est présumé, jusqu'à preuve du contraire, être né sur le sol belge".

Suivant l'alinéa 3 :

"L'enfant qui possède la qualité de Belge uniquement sur base du présent article cesse d'être Belge lorsqu'il est établi, au cours de sa minorité et avant son émancipation, qu'il possède une nationalité étrangère".

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition prévoit un cas de perte de la nationalité belge lié à la possession d'une nationalité étrangère. La détermination du moment où la nationalité étrangère aura été acquise dépendra de la loi étrangère dont il s'agit. On peut se demander si la perte de la nationalité belge produira ses effets au même moment ou, au contraire, au moment de la constatation de la possession de la nationalité étrangère.

Article 3 (article 3 en projet).

Le second alinéa de l'article 3 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"La filiation établie après le jugement ou l'arrêt homologuant ou prononçant l'adoption reste sans effet sur cette nationalité".

Article 4.

Cet article serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Article 4.-

L'article 3bis, inséré dans les mêmes lois par la loi du 21 mars 1969, est abrogé".

Article 5 (article 4 en projet).

Tel qu'il est rédigé, notamment dans l'expression : "qui contracte mariage", l'alinéa 1er, 1°, pourrait être interprété en ce sens que la déclaration d'acquisition de la nationalité belge par le conjoint étranger d'un Belge serait recevable dès la date du mariage pourvu qu'il soit établi que les intéressés ont cohabité en Belgique, fût-ce sans être mariés, durant les deux années qui ont précédé la déclaration. Une telle interprétation, qui supposerait que dans la phrase liminaire les mots : "avec son conjoint" se lisent "avec son conjoint ou avec son futur conjoint", ne semble pas correspondre à l'intention du Gouvernement. Mieux vaudrait dès lors rédiger le 1° comme suit :

"1° l'étranger dont le conjoint est Belge".

.../...

Le 2° serait mieux rédigé comme suit dans le texte français :

"2° le conjoint d'un étranger qui, au cours du mariage, acquiert la nationalité belge par option ou par naturalisation".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle, dans le cas de l'acquisition de la nationalité belge par déclaration, la résidence en pays étranger pour l'exercice de fonctions conférées par une autorité belge n'est pas assimilée à la résidence en Belgique, comme c'est le cas en vertu de l'article 9 du projet pour l'acquisition de la nationalité belge par option.

L'alinéa 2 de l'article 4 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"L'alinéa 1er n'est pas applicable à l'étranger qui fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou d'une mesure de renvoi du territoire belge".

Article 6 (article 5 en projet).

Suivant l'article 5 en projet :

"Devient Belge l'enfant mineur non émancipé, lorsque l'auteur ou l'adoptant ou l'un des auteurs ou adoptants qui exerce l'autorité sur sa personne, acquiert volontairement ou recouvre la qualité de Belge".

I. A l'occasion de l'examen de l'article 1er, alinéa 2, la question a été posée de savoir si une filiation établie pendant la minorité et avant l'émancipation ne produisait ses effets sur la nationalité du mineur qu'à dater du moment où elle était établie.

.../...

Si une réponse affirmative est donnée à cette question, il en résultera que l'enfant dont la filiation est établie à l'égard d'un mineur à un moment où la filiation de celui-ci n'est pas encore établie à l'égard d'un auteur belge n'acquerra pas la nationalité belge que son auteur obtiendra en vertu de l'article 1er, et ce à la différence de l'enfant mineur non émancipé dont l'auteur ou l'adoptant a acquis volontairement ou recouvré la nationalité belge.

On peut se demander si cette différence de traitement est conforme à l'intention du Gouvernement.

II. Tel qu'il est rédigé, l'article 5 en projet ne fournit pas de solution précise à la question qui peut surgir dans le cas de l'adoption simple, c'est-à-dire de l'adoption qui ne rompt pas tout lien de filiation entre l'enfant et ses auteurs. Dans le cas, par exemple, où c'est l'auteur ou l'un des auteurs de l'enfant adopté qui acquiert la nationalité belge, l'enfant acquerra-t-il lui aussi cette nationalité ? Certes, le texte précise que l'enfant suit la nationalité de l'auteur ou de l'adoptant "qui exerce l'autorité sur sa personne", mais ce critère ne semble trancher que le choix à faire entre les deux auteurs ou les deux adoptants, sans départager auteurs et adoptants les uns par rapport aux autres.

Une observation du même ordre vaut pour l'article 12 (article 15 en projet) et pour l'article 14 (article 18, § 1er, 3° et 6°, en projet).

Il ne paraît pas possible de mettre fin à cette ambiguïté sans consacrer des dispositions séparées aux enfants adoptés.

.../...

Article 9.

L'expression "une fonction conférée par une autorité belge" appelle l'observation qui a été faite à propos de l'article 1er, alinéa 1er, 2°, b et c, en projet.

D'un point de vue légistique et en vue d'éviter toute confusion dans la répartition en alinéas des diverses dispositions de l'article 8 des lois coordonnées, le texte suivant est proposé :

"Article 9.-

A l'article 8 des mêmes lois coordonnées, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 2, modifié par la loi du 22 décembre 1961, est remplacé par la disposition suivante :

"Est assimilée à la résidence en Belgique durant la minorité la résidence en pays étranger lorsque l'auteur ou l'adoptant ou l'un des auteurs ou adoptants des intéressés ... (voir l'observation relative à l'article 1er, alinéa 1er, 2°, b. et c.) ...";

b) l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

"La condition de résidence imposée par l'alinéa 1er, 1°, est limitée à l'année antérieure à l'option lorsque l'auteur ou l'adoptant ou l'un des auteurs ou adoptants de l'enfant était Belge au moment de la naissance de celui-ci ou l'a été avant cette naissance".

.../...

Article 10.

En vertu de l'article 8, alinéa 2, en projet, la résidence en pays étranger peut être assimilée, dans certaines conditions, à la résidence en Belgique. Cette assimilation paraît devoir soulever une difficulté quant à la détermination du tribunal et, par conséquent, du parquet territorialement compétent.

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que cette difficulté serait inexistante pour la raison que, dans l'état actuel de la législation et dans l'intention des auteurs du texte en projet, la déclaration d'option et la déclaration de nationalité prévue à l'article 4 en projet ne seraient recevables qu'à la condition que le déclarant réside effectivement en Belgique au moment de cette déclaration. On observera que cette règle ne résulte expressément d'aucune disposition existante et d'aucune disposition du projet. Il serait de mauvaise méthode légistique qu'elle doive être inférée de la seule circonstance que le texte ne désigne pas le tribunal compétent dans le cas de l'assimilation à la résidence en Belgique d'une résidence à l'étranger.

D'une manière générale, on peut d'ailleurs se demander si, en ce qui concerne la déclaration d'option et, surtout, la déclaration de nationalité prévue à l'article 4 en projet, l'obligation d'une résidence effective en Belgique au moment de la déclaration se justifie. On pourrait d'autant plus en douter si l'assimilation à la résidence en Belgique d'une résidence à l'étranger dans certaines conditions était étendue,

.../...

comme le Conseil d'Etat l'a proposé ci-avant, à la déclaration de nationalité prévue à l'article 4 en projet. Dans la pratique, l'effet de l'obligation serait sans doute, dans bien des cas, de pousser les intéressés à prendre, en Belgique, une simple résidence fictive.

A supposer que le Gouvernement estime devoir maintenir cette obligation, il devrait l'inscrire en termes exprès dans l'article 8 des lois coordonnées et, éventuellement, dans l'article 4 en projet, si l'assimilation d'une résidence à l'étranger à une résidence en Belgique était étendue à cette dernière disposition.

Si, au contraire, le Gouvernement estimait ne pas devoir maintenir dans tous les cas l'obligation dont il s'agit, il conviendrait qu'il désigne le tribunal et le parquet compétents, non seulement à l'article 10 en projet, mais aussi dans l'article 628, 9°, du Code judiciaire. De toute façon, cette dernière disposition du Code judiciaire devra être complétée par la mention de la déclaration prévue à l'article 4 en projet.

+

.../...

L'occasion du projet devrait être mise à profit pour remplacer, à l'article 10, alinéa 6, première phrase, des lois coordonnées, le terme d' "agréation" par celui, plus correct, d' "agrément".

Sous réserve de ces observations, l'article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 10.-

A l'article 10 des mêmes lois coordonnées, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1er, modifié par la loi du 22 décembre 1961, est remplacé par la disposition suivante :

"La déclaration d'option et la déclaration prévue à l'article 4 sont faites au parquet du tribunal de première instance du lieu où le déclarant a sa résidence habituelle. Il en est dressé acte par le procureur du Roi qui en assure immédiatement la publicité par l'insertion dans un journal de la province.";

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

"La publication mentionne le délai pendant lequel le procureur du Roi procède à une enquête sur l'idonéité du déclarant. Dans le cas de la déclaration prévue à l'article 4, l'enquête porte aussi sur la condition de résidence requise par cet article." (1);

.../...

---

(1) Si les auteurs du projet désirent que l'alinéa 2 proposé fasse partie de l'alinéa 1er, le texte de ce dernier doit être complété en conséquence. Mais, en ce cas, l'article 10, 2°, du projet de loi doit être rédigé comme suit :

"2° l'alinéa 2 est abrogé".

3° l'alinéa 3, modifié par la loi du 22 décembre 1961, est remplacé par la disposition suivante :

"Le tribunal de première instance prononce sur l'agrément de l'option ou de la déclaration prévue à l'article 4, après avis du procureur du Roi, l'intéressé entendu ou appelé. La décision est motivée; elle est notifiée au déclarant par les soins du procureur du Roi.";

4° dans l'alinéa 6, modifié par la loi du 21 mai 1951, la deuxième phrase est remplacée par la disposition suivante :

"L'option et la déclaration prévue à l'article 4 n'ont d'effet qu'à dater de la transcription".

Article 13.

Il convient d'écrire "alinéa 2" et non "alinéa deux".

Article 14 (article 18 en projet).

Il vaudrait mieux écrire dans le texte français, à la seconde phrase du 1° du paragraphe 1er : "N'est pas considérée comme volontaire, l'acquisition ... (la suite comme au projet)".

L'alinéa 2 du 4° serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"La filiation établie après le jugement ou l'arrêt homologuant ou prononçant l'adoption reste sans effet sur cette nationalité", comme il a été proposé pour l'article 3, alinéa 2 (article 3 en projet).

Au 5°, la notion de "fonction conférée par une autorité belge" appelle l'observation qui a été faite à propos de l'article 1er, alinéa 1er, en projet. A la fin de l'alinéa, il serait plus logique d'écrire dans le texte français : "... sans qu'il y exerce ou que son conjoint y exerce (une fonction conférée par une autorité belge)".

A l'alinéa 2 du 5°, mieux vaudrait écrire :

"Toutefois, l'intéressé peut, avant l'expiration de ce délai et dans les formes prévues à l'article 22, déclarer son intention de conserver la nationalité belge; du jour de cette déclaration, un nouveau délai de dix ans prend cours".

Au 6°, alinéa 1er, il y a lieu d'omettre les mots "du présent paragraphe".

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Le paragraphe 1er ne s'applique pas au Belge qui, par l'effet d'une de ses dispositions, deviendrait apatride".

.../...

Article 15.

L'article devrait être rédigé comme suit :

"Article 15.-

A l'article 18bis, inséré dans les mêmes lois coordonnées par la loi du 30 juillet 1934, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 7, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

"Mention en est faite en marge de l'acte de naissance dressé ou transcrit en Belgique, de l'acte contenant la transcription des agréments d'option ou de la déclaration prévue à l'article 4, ou de la naturalisation du défendeur";

2° le paragraphe 8 est abrogé".

Le paragraphe 9 de l'article 18bis est devenu sans objet par suite de l'abrogation de la loi du 12 février 1897 par l'article 16 de la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers. L'occasion du présent projet pourrait être saisie pour abroger formellement ce paragraphe.

Article 16 (article 19 en projet).

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas ce que les mots "et continue", à propos de résidence, ajoutent à l'exigence "d'une résidence habituelle en Belgique durant l'année antérieure à la déclaration d'option".

.../...

Article 17.

Pour prévenir toute équivoque, il se recommanderait que l'article 21, alinéa 1er, en projet, envisage expressément le cas de la déclaration prévue à l'article 4 en projet.

Article 18 (article 22 en projet).

Au deuxième alinéa, seconde phrase, il conviendrait d'écrire : "Il en va de même pour les agréments d'option ou de déclaration prévue à l'article 4 et pour les transcriptions de naturalisation".

Article 19 (article 24 en projet).

Afin de rendre compte de l'extension de la notion de Belge de naissance et aussi en vue de faire en sorte que la rédaction de l'alinéa 1er de l'article 24 en projet soit plus symétrique de celle de l'alinéa 2, il est proposé d'écrire, au début de l'alinéa 1er :

"Article 24.-

Est considéré comme Belge de naissance pour l'application des dispositions ..... (la suite comme au projet)".

Article 20.

L'article 25 des lois coordonnées gagnerait à être entièrement récrit pour tenir compte des modifications que le projet entend y apporter. Le texte suivant est proposé :

"Article 25.-

Les registres dans lesquels sont faites les transcriptions prévues aux articles 10 et 17, ainsi que les inscriptions prévues à l'article 22, sont soumis aux articles 40 à 45 et 50 à 54 du Code civil".

Article 21.

1. Pour des motifs de clarté, il serait préférable d'attribuer aux dispositions transitoires et temporaires des lois coordonnées des numéros d'articles à la suite des articles consacrés aux dispositions permanentes.

2. Il y a un manque de cohérence entre la phrase liminaire de l'article et le III de ce même article qui maintient en vigueur une partie des dispositions prétendument remplacées.

+

A. Au I, 1°, les mots "de plein droit" sont de nature à créer une équivoque. Dans le cas, par exemple, d'un mineur âgé de moins de quinze ans au moment de l'entrée en vigueur de la loi mais dont la filiation à l'égard d'un

auteur de nationalité belge ne serait établie qu'après qu'il aurait dépassé l'âge de quinze ans, on pourrait hésiter sur le point de savoir si ce mineur acquerrait ou non la nationalité belge.

Comme, en toute hypothèse, les articles 1er, 2 et 3 ne prévoient que des cas d'acquisition de la nationalité belge par le seul effet de la loi, il n'y a aucun inconvénient à supprimer les mots "de plein droit" qui sont redondants par rapport à cette disposition.

B. Selon le I., 2°,

> "L'article 18 ne peut avoir pour effet, du seul fait de son entrée en vigueur, de faire perdre de plein droit la qualité de Belge".

La portée propre de cette disposition n'est pas perceptible. On peut certes concevoir que l'application de l'article 18, 5°, nécessite une disposition transitoire, mais c'est là l'objet du 3°. Si l'intention est spécialement d'éviter que l'article 18 ait un effet rétroactif, le droit commun, renforcé dans la matière par la disposition expresse de l'article 20 des lois coordonnées, y suffit.

Le 2° a donc été supprimé dans le texte proposé ci-après.

.../...

C. Suivant les indications fournies au Conseil d'Etat, le texte soumis pour avis a omis un passage de la disposition figurant au II, paragraphe 1er. Il faut y lire, à la dixième ligne :

> "... par une déclaration faite durant les six mois à partir du jour du mariage ou du jour où le mari a changé de nationalité, soit devant l'officier de l'état civil ...".

Toujours au II, paragraphe 1er, il suffit d'une référence à l'article 18 actuellement en vigueur pour qu'il s'ensuive que la déclaration de conservation de nationalité doit être faite dans les formes prévues à l'article 22, auquel l'article 18 en projet renvoie.

+

Dans l'éventualité de modifications ultérieures des lois coordonnées et de l'adoption de nouvelles mesures transitoires relatives à ces modifications ultérieures, il serait plus recommandable de faire figurer les dispositions temporaires de la loi du 22 décembre 1961, que le projet maintient en vigueur, avant les dispositions transitoires du projet actuel.

+

Le texte suivant est proposé :

"Article 21.-

§ ler. Les dispositions temporaires insérées dans les mêmes lois coordonnées par l'article 2 de la loi du 22 décembre 1961 relative à l'acquisition ou au recouvrement de la nationalité belge par les étrangers nés ou domiciliés sur le territoire de la République du Congo ou par les Congolais ayant eu en Belgique leur résidence habituelle, forment l'article 27 de ces lois coordonnées sous l'intitulé "Dispositions temporaires".

§ 2. Les dispositions transitoires des mêmes lois coordonnées sont remplacées par les dispositions transitoires suivantes :

"Article 28. § ler. L'entrée en vigueur des articles ler, 2 et 3 n'a pas pour effet d'attribuer la nationalité belge à l'étranger qui, lors de cette entrée en vigueur, est âgé de quinze ans accomplis.

§ 2. Le délai de résidence à l'étranger prévu à l'article 18, 5°, prend cours à la date d'entrée en vigueur de cette disposition.

Article 29. § ler. La femme belge qui, avant l'entrée en vigueur de l'article 18, a perdu la qualité de Belge par suite de son mariage avec un étranger ou par suite de l'acquisition d'une nationalité étrangère par son mari peut - sauf si elle n' était devenue Belge que par mariage - faire la déclaration de conservation de la nationalité belge prévue à l'article 18, antérieurement applicable.

.../...

§ 2. L'étrangère dont le mari est devenu Belge par naturalisation avant l'entrée en vigueur de l'article 12 de la loi du .... peut suivre la condition de son mari en déclarant dans les six mois de la transcription de l'acte de naturalisation son intention de bénéficier de la présente disposition. Ladite déclaration est soumise aux formalités prévues par l'article 10. L'étrangère qui, avant l'entrée en vigueur de l'article 12 de la loi du ...., a sollicité la naturalisation conjointement avec son mari, est dispensée des conditions fixées par les articles 12 et 13".

Article 22.

I. Les dispositions modificatives et abrogatoires (voir l'observation générale II, B) devraient faire l'objet d'un article distinct de celui qui se rapporte à l'entrée en vigueur des diverses dispositions du projet. En ce qui concerne cette entrée en vigueur, on se reportera à l'observation générale III.

II. Il y a lieu à modification de l'article 628, 9°, du Code judiciaire pour tenir compte de la déclaration prévue à l'article 4 nouveau des lois coordonnées et, le cas échéant, pour désigner le tribunal et le parquet compétents, comme il a été dit dans l'observation sous l'article 10 du projet, afin de tenir compte de l'assimilation éventuelle, dans certaines conditions, du séjour à l'étranger à une résidence en Belgique.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Het lijdt geen twijfel dat het ontwerp wegens zijn onderwerp tot de bevoegdheid van de nationale wetgever behoort.

II.

A. Het ontwerp wordt voorgedragen en medeondertekend door de Minister van Justitie, tot wiens bevoegdheden het onbetwistbaar behoort.

Artikel 22, I, heft echter het tweede lid van artikel 23 van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen op. Al wat betreft de provincieraadsverkiezinger behoort tot de bevoegdheid van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Ofschoon de opheffing van artikel 23, tweede lid, van de wet van 19 oktober 1921 het logisch gevolg is van de overige bepalingen van het wetsontwerp, lijkt het toch aangewezen dat de Minister van Binnenlandse Zaken het ontwerp mede voordraagt en ondertekent.

B. De goedkeuring van het wetsontwerp zou gepaard moeten gaan met de aanpassing niet alleen van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, maar eveneens van alle bepalingen waarin verwezen wordt naar de gewijzigde

.../...

bepalingen van de wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit, gecoördineerd op 14 december 1932.

Enkele voorbeelden :

1° In artikel 2, eerste lid, van de wet van 5 februari 1947 dragende het statuut van de buitenlanders politieke gevangenen, dient de verwijzing naar artikel 7 van de gecoördineerde wetten te vervallen, ter wille van artikel 8 van het ontwerp.

2° In artikel 2, derde lid, van de wet van 30 december 1953 betreffende het verval van de Belgische nationaliteit uit hoofde van een veroordeling bij verstek wegens een misdrijf tussen 26 augustus 1939 en 15 juni 1949 tegen de uitwendige veiligheid van de Staat gepleegd, dient de tweede volzin te worden opgeheven, ter wille van artikel 15 van het ontwerp.

3° In artikel 2, § 4, van de wet van 28 april 1958 houdende goedkeuring van het Verdrag tussen het Koninkrijk België en de Bondsrepubliek Duitsland, met betrekking tot de correctie van de Belgisch-Duitse grens en tot de regeling van diverse vraagstukken betreffende beide landen, van het Slotprotocol, van de bijlagen 1, 2, 3 en 4, en van de bijgevoegde brieven, ondertekend op 24 december 1956 te Brussel, dienen de woorden "in de §§ 1 en 3" te vervallen.

4° In artikel 13, eerste lid, van de wet van 21 juni 1960 houdende statuut van de militairen die tijdens de oorlog 1940-1945 in de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië gediend hebben, dient het cijfer 7 te vervallen.

.../...

In voorkomend geval zullen de Ministers tot wier bevoegdheid de aan te passen bepalingen behoren, op hun beurt het ontwerp moeten voordragen en medeondertekenen.

III.

Uit de inlichtingen waarover de Raad van State beschikt, blijkt dat het niet in de bedoeling van de Regering ligt alle bepalingen van het ontwerp tegelijkertijd in werking te laten treden. Daar de Koning een uitdrukkelijke machtiging nodig heeft om verschillende data van inwerkingtreding vast te stellen voor bepalingen van eenzelfde wet, zou artikel 22, II, dat artikel 23 wordt, als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 23.-
Deze wet treedt in werking op de data die door de Koning zullen worden vastgesteld".

IV.

De inleidende volzin van de artikelen 2 en volgende van het wetsontwerp moet telkens verwijzen naar dezelfde "gecoördineerde" wetten. In de artikelen 2 tot 21 is het woord "gecoördineerde" achterwege gelaten.

V.

In verband met de personen waarop dit ontwerp van toepassing is, wordt nu eens het enkelvoud, dan weer het meervoud gebruikt. Het verdient aanbeveling alleen het enkelvoud te gebruiken, behalve wanneer zoals in artikel 1 verschillende categorieën van gerechtigden worden opgesomd.

.../...

VI.

In een aantal bepalingen van het ontwerp wordt de gewone verblijfplaats gehanteerd als één van de voorwaarden voor de verkrijging of de herkrijging van de Belgische nationaliteit. Vermoedelijk is dit begrip in de gecoördineerde wetten van 14 december 1932 gebruikt ter wille van de overeenstemming met de reglementering inzake de bevolkingsregisters. Als dat zó is, dan blijft toch dat de term "gewoon verblijf" bij het koninklijk besluit van 18 maart 1981 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 april 1960 betreffende het houden van de bevolkingsregisters vervangen is door "hoofdverblijf".

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

I. Met het eerste lid, 2°, a, zoals het in het ontwerp is geredigeerd, zou de Belgische nationaliteit niet kunnen worden verleend aan een kind geboren in het buitenland uit een Belgische ouder die zelf geboren is in Belgisch-Congo of op het grondgebied van Ruanda-Urundi ten tijde van het Belgisch bestuur. Als het de bedoeling van de Regering is - en dat zal wel zijn - Belgschap aan zo'n kind toe te kennen, dan zou de tekst van het ontwerp aangevuld behoren te worden, bijvoorbeeld naar analogie van de gelijkstellingen waarin inzake de verblijfplaats op Belgisch grondgebied, is voorzien door artikel 2 van de wet van 22 december 1961 betreffende de verwerving of herkrijging van de Belgische nationaliteit door de buitenlanders die geboren zijn of hun woonplaats hebben op het grondgebied van de Republiek Congo of door

.../...

Congolezen die hun gewone verblijfplaats in België hebben gehad (1).

II. Luidens het eerste lid, 2°, b, zal de Belgische nationaliteit hebben het kind geboren in het buitenland uit een Belgische ouder die op het tijdstip van de geboorte in het buitenland verblijft en aldaar een door een Belgische autoriteit opgedragen bediening vervult.

a) Gevreesd kan worden dat de toepassing van de regel die aldus in de wetgeving op de nationaliteit ingevoerd wordt, in een aantal gevallen praktische moeilijkheden zal opleveren, inzonderheid wanneer moet worden bepaald welke de door een Belgische autoriteit opgedragen bedieningen zijn. Zal het woord "bediening" zelf eng of ruim moeten worden opgevat; zal de chauffeur van een ambassade bijvoorbeeld moeten worden geacht een door een Belgische autoriteit opgedragen bediening te vervullen ? Zal de betrokkene, opdat deze definitie op hem van toepassing kan zijn, daarenboven onderworpen moeten zijn aan een statutair stelsel of zal een contractueel stelsel volstaan ?

b) Het begrip autoriteit kan op zijn beurt interpretatiemoeilijkheden meebrengen indien het niet wordt verduidelijkt. Zal het gaan om een administratieve overheid in de betrekkelijke ruime betekenis die de rechtspraak van de Raad van State, afdeling administratie, daaraan geeft; zal dit begrip bijvoorbeeld eveneens de SABENA, de N.M.B.S., en de Regie voor maritiem transport omvatten ?

.../...

---

(1) Vergelijk met de bewoordingen die voorkomen in verschillende wetten en met name in artikel 71, § 1, tweede lid, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State : "... de gebieden die onder België's soevereiniteit of onder Belgisch bestuur hebben gestaan".

c) In zijn huidige versie sluit de tekst het geval uit van de Belgische ouder die in het buitenland verblijft om aldaar een bediening te vervullen die hem werd opgedragen hetzij door een internationale autoriteit, zelfs wanneer het gaat om een ambtenaar die door de Belgische administratie gedetacheerd is, hetzij door een privaatrechtelijke instelling, zelfs wanneer deze een semi-openbaar karakter heeft ten gevolge van het overheidsaandeel in het maatschappelijk kapitaal of in het beheer, of indien hij een overeenkomst of een opdracht uitvoert ingevolge internationale akkoorden die op initiatief of door toedoen van de Belgische Regering zijn gesloten.

Het is de taak van de Regering en van de Wetgevende Kamers om uit te maken of er objectieve gronden voorhanden zijn voor deze uitsluiting.

+

Dezelfde opmerkingen gelden voor het eerste lid, 2°, c.

+

Het vierde lid luidt :

> "Het kind dat de staat van Belg enkel op grond van dit artikel bezit, verliest deze staat wanneer zijn afstamming ten aanzien van de Belgische ouder tijdens zijn minderjarigheid en vóór zijn ontvoogding ophoudt te bestaan".

I. Letterlijk genomen voorziet deze bepaling in een geval van nationaliteitsverlies. Aangezien dit verlies niet terugwerkt, zal het kind zijn Belgische nationaliteit op gel-

dige wijze hebben kunnen overdragen aan een afstammeling vooraleer ze zelf te verliezen ten gevolge van het tenietgaan van zijn afstamming ten aanzien van zijn Belgische ouder. Is dat wel gewild, want het wegvallen van de band van afstamming zelf heeft een onbetwijfelbaar declaratieve uitwerking.

II. Mochten de stellers met deze tekst een geval van nationaliteitsverlies in eigenlijke zin op het oog hebben gehad, dan ware het overigens logischer geweest deze bepaling op te nemen in artikel 14 van het ontwerp.

In het ongewisse over de ware bedoeling van de Regering, ziet de Raad van State af van een overeenkomstig tekstvoorstel.

Onder voorbehoud van de gemaakte opmerkingen wordt voor het ontworpen artikel 1 de hiernavolgende tekst voorgesteld. Duidelijkheidshalve is hij in twee paragrafen verdeeld :

"Artikel 1.-

§ 1. Belg zijn :

1° het kind geboren in België uit een Belgische ouder;

2° het kind geboren in het buitenland uit een Belgische ouder, in één der volgende gevallen :

a) de ouder is in België geboren;

b) op het tijdstip van de geboorte verblijft de ouder in het buitenland en vervult aldaar (een door een Belgische autoriteit opgedragen bediening);

.../...

c) de ouder is de echtgenoot van een vreemdeling die op het tijdstip van de geboorte in het buitenland verblijft en aldaar (een door een Belgische autoriteit opgedragen bediening) vervult;

d) het kind bezit bij zijn geboorte geen vreemde nationaliteit.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1 is vereist dat de ouder op het tijdstip dat de afstamming wordt vastgesteld, Belg is en dat het kind minderjarig en niet ontvoogd is. Indien de afstamming echter eerst na de dood van de ouder wordt vastgesteld, volstaat het dat deze bij zijn overlijden Belg was.

De verkrijging van de Belgische nationaliteit heeft uitwerking vanaf de dag dat de afstamming wordt vastgesteld.

... (zie de opmerking over het vierde lid) ...".

Artikel 2 (ontworpen artikel 2).

Het eerste lid zou beter in de volgende bewoordingen worden gesteld :

"Belg is het kind dat in België geboren is en geen vreemde nationaliteit bezit".

Het tweede lid bepaalt :

"Het in België gevonden kind wordt, behoudens tegenbewijs, verondersteld op Belgisch grondgebied te zijn geboren".

.../...

Blijkens verstrekte inlichtingen ziet de Regering het in deze bepaling bedoelde kind als het pasgeboren kind in de zin van artikel 58 van het Burgerlijk Wetboek. Met het oog op de overeenstemming met deze bepaling kan het tweede lid beter in de volgende bewoordingen worden gesteld :

"Het in België gevonden pasgeboren kind wordt, behoudens tegenbewijs, verondersteld op Belgisch grondgebied te zijn geboren".

Het derde lid bepaalt :

"Het kind dat de staat van Belg enkel op grond van dit artikel bezit, houdt op Belg te zijn wanneer tijdens zijn minderjarigheid en vóór zijn ontvoogding komt vast te staan dat het een vreemde nationaliteit bezit".

Zo geredigeerd, regelt die bepaling een geval van verlies van de Belgische nationaliteit gekoppeld aan het bezit van een vreemde nationaliteit. Van de overeenkomstige vreemde wet zal het afhangen op welk tijdstip de vreemde nationaliteit wordt verkregen. Men kan zich afvragen of het verlies van de Belgische nationaliteit uitwerking zal hebben op hetzelfde tijdstip, of integendeel op het tijdstip waarop het bezit van de vreemde nationaliteit wordt vastgesteld.

Artikel 3 (ontworpen artikel 3).

Het tweede lid van het ontworpen artikel 3 zou beter in de volgende bewoordingen worden gesteld :

.../...

"De afstamming die vastgesteld wordt na het vonnis of het arrest dat de adoptie homologeert of uitspreekt, heeft geen gevolg ten aanzien van die nationaliteit".

Artikel 4.

Dit artikel zou beter in de volgende bewoordingen worden gesteld :

"Artikel 4.-

Artikel 3bis, in dezelfde wetten ingevoegd bij de wet van 21 maart 1969, wordt opgeheven".

Artikel 5 (ontworpen artikel 4).

Zoals het eerste lid, 1°, is geredigeerd en inzonderheid wegens de woorden "die huwt", kan het worden geïnterpreteerd als zou de verklaring tot verkrijging van de Belgische nationaliteit door de vreemde echtgenoot van een Belg ontvankelijk zijn vanaf de dag van het huwelijk op voorwaarde dat bewezen wordt dat de betrokkenen gedurende de twee jaren die aan de verklaring voorafgingen, in België samengewoond hebben, zelfs zonder gehuwd te zijn. Een dergelijke interpretatie, die uitgaat van de veronderstelling dat de woorden : "samen met zijn echtgenoot" in de inleidende volzin betekenen "samen met zijn echtgenoot of zijn toekomstige echtgenoot", lijkt niet overeen te stemmen met de bedoeling van de Regering. Bijgevolg zou de tekst onder 1° beter in de volgende bewoordingen worden gesteld :

"1° de vreemdeling wiens echtgenoot Belg is".

.../...

De Franse tekst onder 2° zou beter in de volgende bewoordingen worden gesteld :

"2° le conjoint d'un étranger qui, au cours du mariage acquiert la nationalité belge par option ou par naturalisation".

De Raad van State ziet niet in waarom ingeval de Belgische nationaliteit verkregen wordt door het afleggen van een verklaring, het verblijf in een vreemd land met het oog op het vervullen van een door een Belgische autoriteit opgedragen bediening, niet gelijkgesteld wordt met het verblijf in België, zoals krachtens artikel 9 van het ontwerp het geval is voor de verkrijging van de Belgische nationaliteit door keuze.

Het tweede lid van het ontworpen artikel 4 zou beter in de volgende bewoordingen worden gesteld :

"Het eerste lid is niet van toepassing op de vreemdeling tegen wie een besluit van uitzetting of een maatregel tot terugwijzing uit het Belgisch grondgebied is genomen".

Artikel 6 (ontworpen artikel 5).

Het ontworpen artikel 5 bepaalt :

"Het niet ontvoogd minderjarig kind wordt Belg wanneer de ouder of adoptant of een van de ouders of adoptanten die het gezag over zijn persoon uitoefent, vrijwillig de staat van Belg verkrijgt of herkrijgt".

I. Bij het onderzoek van artikel 1, tweede lid, rees de vraag of een afstamming vastgesteld tijdens de minderjarigheid en vóór de ontvoogding, vanaf die vaststelling gevolgen had niet eerst ten aanzien van de nationaliteit van de minderjarige.

.../...

Zo ja, dan zal dit meebrengen dat het kind waarvan de afstamming vastgesteld is ten aanzien van een minderjarige op een tijdstip waarop diens eigen afstamming nog niet vastgesteld is ten aanzien van een Belgische ouder, de Belgische nationaliteit die zijn ouder verkrijgt krachtens artikel 1, niet op zijn beurt zal verkrijgen, en dit in tegenstelling met het niet ontvoogd minderjarig kind wiens ouder of adoptant de Belgische nationaliteit vrijwillig verkregen of herkregen heeft.

Men kan zich afvragen of deze verschillende behandeling overeenstemt met de bedoeling van de Regering.

II. Zoals het ontworpen artikel 5 is geredigeerd, biedt het geen duidelijke oplossing voor het probleem dat kan rijzen bij eenvoudige adoptie, dit wil zeggen de adoptie waarbij de banden van afstamming tussen het kind en zijn ouders niet volledig worden verbroken. Zal het kind bijvoorbeeld in het geval waarin de ouder of één van de ouders van de geadopteerde de Belgische nationaliteit verkrijgt, meteen ook deze nationaliteit verkrijgen ? De tekst bepaalt weliswaar dat het kind dezelfde nationaliteit krijgt als de ouder of de adoptant "die het gezag over zijn persoon uitoefent", maar deze maatstaf lijkt slechts werkzaam te zijn bij de keuze tussen de twee ouders of de twee adoptanten, en maakt geen onderscheid tussen ouders en adoptanten onderling.

Een gelijkaardige opmerking geldt voor artikel 12 (ontworpen artikel 15) en voor artikel 14 (ontworpen artikel 18, § 1, 3° en 6°).

Het lijkt onmogelijk deze dubbelzinnigheid op te heffen zonder afzonderlijke bepalingen aan de geadopteerden te wijden.

.../...

Artikel 9.

In verband met de uitdrukking "een door een Belgische autoriteit opgedragen bediening" is dezelfde opmerking te maken als bij het ontworpen artikel 1, eerste lid, 2°, b en c.

Uit wetgevingstechnische overwegingen en ter voorkoming van verwarring in de alineagewijze indeling van de bepalingen van artikel 8 van de gecoördineerde wetten wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 9.-

In artikel 8 van dezelfde gecoördineerde wetten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het tweede lid, gewijzigd bij de wet van 22 december 1961, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Met het verblijf in België gedurende de minderjarigheid wordt gelijkgesteld het verblijf in een vreemd land wanneer de ouder of de adoptant of een van de ouders of adoptanten van de betrokkenen ... (zie de opmerking bij artikel 1, eerste lid, 2°, b en c) ...";

b) het derde lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De in het eerste lid, 1°, gestelde voorwaarde inzake verblijf wordt beperkt tot het jaar dat aan de nationaliteitskeuze voorafgaat, wanneer de ouder of de adoptant of een van de ouders of adoptanten van het kind Belg was op het tijdstip van diens geboorte of vóór diens geboorte Belg is geweest".

.../...

Artikel 10.

Krachtens het tweede lid van het ontworpen artikel 8 kan verblijf in het buitenland in bepaalde omstandigheden worden gelijkgesteld met verblijf in België. Deze gelijkstelling lijkt een moeilijkheid te doen rijzen bij de vraag welke rechtbank en bijgevolg welk parket bevoegd is ratione loci.

Naar aan de Raad van State is verklaard, zou deze moeilijkheid niet bestaan omdat de verklaring van nationaliteitskeuze en de nationaliteitsverklaring bedoeld in het nieuw ontworpen artikel 4 in de huidige stand van de wetgeving en volgens de bedoeling van de stellers van de ontwerp-tekst, slechts ontvankelijk zouden zijn indien hij die de verklaring doet, werkelijk in België verblijft op het tijdstip van die verklaring. Op te merken valt dat deze regel niet uitdrukkelijk volgt uit een bestaande bepaling of uit een bepaling van het ontwerp. Het zou wetgevingstechnisch verkeerd zijn deze regel te moeten afleiden uit het loutere feit dat de tekst niet zegt welke rechtbank bevoegd is in geval van gelijkstelling van een verblijf in het buitenland met het verblijf in België.

In het algemeen kan men zich, wat de verklaring van nationaliteitskeuze en vooral wat de in het ontworpen artikel 4 bedoelde nationaliteitsverklaring betreft, trouwens afvragen of de verplichting om op het ogenblik van de verklaring werkelijk in België te verblijven gerechtvaardigd is. Dit zou nog meer de vraag zijn als de gelijkstelling, in bepaalde omstandigheden, van een verblijf in het buitenland met het verblijf in België, tot de in het ontworpen artikel 4 bedoelde nationaliteitsverklaring werd uitgebreid, zoals de Raad van State hiervoren heeft voorgesteld. In de praktijk zou de verplichting ongetwijfeld gegadigden aansporen om in België een louter fictieve verblijfplaats te nemen.

.../...

Gesteld dat de Regering meent deze verplichting te moeten behouden, dan zou zij die uitdrukkelijk moeten opleggen in artikel 8 van de gecoördineerde wetten, en in voorkomend geval in het ontworpen artikel 4, indien de gelijkstelling van een verblijf in het buitenland met verblijf in België tot deze laatste bepaling mocht worden uitgebreid.

Meent de Regering integendeel dat de desbetreffende verplichting niet in alle gevallen moet worden behouden, dan behoort zij de bevoegde rechtbank en het bevoegd parket aan te wijzen, niet alleen in het ontworpen artikel 10, maar ook in artikel 628, 9°, van het Gerechtelijk Wetboek. Deze bepaling van het Gerechtelijk Wetboek zal hoe dan ook moeten worden aangevuld met de vermelding van de in het ontworpen artikel 4 bedoelde verklaring.

+

De gelegenheid die het ontwerp biedt zou moeten worden benut om in de Franse tekst van artikel 10, zesde lid, eerste volzin, van de gecoördineerde wetten het woord "agréation" te vervangen door het nauwkeuriger "agrément".

Onder voorbehoud van deze opmerkingen zou het artikel als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 10.-

In artikel 10 van dezelfde wetten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, gewijzigd bij de wet van 22 december 1961, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"De verklaring van nationaliteitskeuze en de in artikel 4 bedoelde verklaring worden afgelegd bij het parket van de rechtbank van eerste aanleg van de plaats waar de belanghebbende zijn gewone verblijfplaats heeft. Daarvan wordt akte opgemaakt door de procureur des Konings die onmiddellijk zorgt voor de bekendmaking door opneming in een dagblad uit de provincie.";

2° het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De bekendmaking vermeldt de termijn gedurende welke de procureur des Konings een onderzoek instelt betreffende de geschiktheid van de belanghebbende. Voor de verklaring bedoeld in artikel 4, betreft het onderzoek eveneens de verblijfsvoorwaarde gesteld in dat artikel." (1);

3° het derde lid, gewijzigd bij de wet van 22 december 1961, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De rechtbank van eerste aanleg doet uitspraak over de inwilliging van de verklaring van nationaliteitskeuze of van de in artikel 4 bedoelde verklaring na het advies van de procureur des Konings te hebben ingewonnen en na de belanghebbende te hebben gehoord of opgeroepen. De beslissing wordt met redenen omkleed : de kennisgeving ervan aan belanghebbende geschiedt door de zorg van de procureur des Konings.";

4° in het zesde lid, gewijzigd bij de wet van 21 mei 1951, wordt de tweede volzin door de volgende bepaling vervangen :

.../...

---

(1) Indien de stellers van het ontwerp het voorgestelde tweede lid willen zien deel uitmaken van het eerste lid, moet de tekst hiervan dienovereenkomstig worden aangevuld. In dat geval moet artikel 10, 2°, van het wetsontwerp echter als volgt luiden :

"De nationaliteitskeuze en de in artikel 4 bedoelde verklaring hebben eerst gevolg vanaf de overschrijving".

Artikel 13.

Men schrijve "tweede lid" in plaats van "lid 2".

Artikel 14 (ontworpen artikel 18).

Het ware beter in de tweede volzin van de Franse tekst van de eerste paragraaf, 1°, te schrijven : "N'est pas considérée comme volontaire, l'acquisition ... (verder zoals in het ontwerp)".

Het tweede lid van de tekst onder 4° zou beter als volgt worden gesteld :

"De afstamming die vastgesteld wordt na het vonnis of het arrest dat de adoptie homologeert of uitspreekt, heeft geen gevolg ten aanzien van die nationaliteit", zoals werd voorgesteld voor het tweede lid van artikel 3 (ontworpen artikel 3).

Ten aanzien van het begrip "door een Belgische autoriteit opgedragen bediening" in de tekst onder 5°, geldt dezelfde opmerking als gemaakt is bij het ontworpen artikel 1, eerste lid. Het ware logischer aan het einde van de Franse tekst te schrijven : "... sans qu'il y exerce ou que son conjoint y exerce (une fonction conférée par une autorité belge)".

.../...

Aan het slot van het tweede lid van de tekst onder 5° vervange men de woorden "begint de tienjarige termijn opnieuw te lopen" door de woorden "begint een nieuwe termijn van tien jaar te lopen".

In het eerste lid van de tekst onder 6° moeten de woorden "van deze paragraaf" vervallen.

Paragraaf 2 zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing op de Belg die ingevolge een van de bepalingen ervan staatloos mocht worden".

Artikel 15.

Artikel 15 zou als volgt moeten luiden :

"Artikel 15.-

In artikel 18bis, in dezelfde gecoördineerde wetten ingevoegd bij de wet van 30 juli 1934, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 7, tweede lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Hiervan wordt melding gemaakt op de kant van de geboorteakte die in België is opgemaakt of overgeschreven, van de akte houdende overschrijving van de inwilliging van de nationaliteitskeuze of van de verklaring bedoeld in artikel 4 of van de naturalisatie van de verweerder.";

.../...

2° paragraaf 8 wordt opgeheven".

Paragraaf 9 van artikel 18bis is overbodig geworden want de wet van 12 februari 1897 is opgeheven door artikel 16 van de wet van 28 maart 1952 op de vreemdelingenpolitie. Dit ontwerp biedt een geschikte gelegenheid om die paragraaf formeel op te heffen.

Artikel 16 (ontworpen artikel 19).

De Raad van State ziet niet in wat de woorden "en onafgebroken" in verband met het verblijf kunnen toevoegen aan de eis een "gewoon verblijf in België" te hebben gehad gedurende het jaar dat aan de verklaring van nationaliteitskeuze voorafgaat.

Artikel 17.

Om misverstand te voorkomen lijkt het geraden in het ontworpen artikel 21, eerste lid, uitdrukkelijk te voorzien in het geval van de verklaring bedoeld in het ontworpen artikel 4.

Artikel 18 (ontworpen artikel 22).

De tweede volzin van het tweede lid leze men als volgt :

.../...

"Hetzelfde geldt voor de inwilliging van de nationaliteitskeuze of van de verklaring bedoeld in artikel 4 en voor de overschrijving van naturalisatie".

Artikel 19 (ontworpen artikel 24).

Om goed te doen uitkomen dat het begrip Belg door geboorte wordt verruimd en ook om de redactie van het eerste lid van het ontworpen artikel 24 symmetrischer te maken met die van het tweede lid, wordt voorgesteld vooraan in het eerste lid te schrijven :

"Artikel 24.-

Als Belg door geboorte wordt voor de toepassing van de bepalingen waarin die term wordt gebruikt, beschouwd ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 20.

Wil het rekening houden met de wijzigingen die het ontwerp voorstelt, dan moet artikel 25 van de gecoördineerde wetten herschreven worden, bijvoorbeeld als volgt :

"Artikel 25.-

Voor de registers waarin de overschrijvingen bedoeld in de artikelen 10 en 17, en de inschrijvingen bedoeld in artikel 22 geschieden, gelden de artikelen 40 tot 45 en 50 tot 54 van het Burgerlijk Wetboek".

.../...

Artikel 21.

1. Ter wille van de overzichtelijkheid zou het verkieslijk zijn de nummering van de artikelen die vaste bepalingen betreffen te laten doorlopen voor de overgangs- en tijdelijke bepalingen van de gecoördineerde wetten.

2. De samenhang is gebrekkig tussen de inleidende volzin van het artikel en onderdeel III van datzelfde artikel krachtens hetwelk de zogeheten vervangen bepalingen voor een deel van toepassing blijven.

+

A. De woorden "van rechtswege" in I, 1°, kunnen dubbelzinnig uitvallen. Zo zou bijvoorbeeld in het geval van een minderjarige die bij de inwerkingtreding van de wet jonger is dan vijftien jaar, doch wiens afstamming ten aanzien van een ouder van Belgische nationaliteit eerst na het bereiken van de leeftijd van vijftien jaar zou zijn vastgesteld, twijfel kunnen bestaan over de vraag of die minderjarige al dan niet de Belgische nationaliteit zou verkrijgen.

Daar de artikelen 1, 2 en 3 hoe dan ook slechts voorzien in gevallen waarin de Belgische nationaliteit alleen al uit kracht van de wet wordt verkregen, is er geen bezwaar om de woorden "van rechtswege", die gelet op die bepaling slechts een nodeloze herhaling zijn, te schrappen.

.../...

B. De tekst onder I, 2°, luidt :

"Het artikel 18 kan enkel op grond van zijn inwerkingtreding, niet het verlies van rechtswege van de Belgische nationaliteit tot gevolg hebben".

Wat met deze bepaling echt wordt bedoeld, is niet meteen duidelijk. Men kan er weliswaar van uitgaan dat voor de toepassing van artikel 18, 5°, een overgangsbepaling nodig is, doch dit wordt geregeld door 3°. Indien men in het bijzonder wil vermijden dat artikel 18 terugwerkt, is het gemeen recht, hier nog versterkt door de uitdrukkelijke bepaling van artikel 20 van de gecoördineerde wetten, terzake afdoend.

Bijgevolg werd 2° in de hierna voorgestelde tekst weggelaten.

C. Volgens de inlichtingen die aan de Raad van State werden verstrekt, is in de voor advies voorgelegde tekst een passus van het bepaalde onder II, paragraaf 1, weggelaten. Op de negende regel leze men :

"... door ten overstaan van de ambtenaar van de burgerlijke stand ... een verklaring af te leggen binnen zes maanden te rekenen van de dag van het huwelijk of van de dag waarop de man van nationaliteit veranderd is".

Eveneens in II, paragraaf 1, kan worden volstaan met een verwijzing naar het thans geldende artikel 18 opdat zou blijken dat de verklaring tot behoud van nationaliteit moet worden afgelegd op de wijze bepaald in artikel 22, waarnaar het ontworpen artikel 18 verwijst.

+

.../...

Met het oog op eventuele latere wijzigingen van de gecoördineerde wetten en op mogelijke nieuwe overgangsmaatregelen met betrekking tot die latere wijzigingen, verdient het aanbeveling de tijdelijke bepalingen van de wet van 22 december 1961, die het ontwerp behoudt, vóór de overgangsbepalingen van het onderhavige ontwerp te laten komen.

+

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 21.-

§ 1. De tijdelijke bepalingen in dezelfde gecoördineerde wetten ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 22 december 1961 betreffende de verwerving of herkrijging van de Belgische nationaliteit door de buitenlanders die geboren zijn of hun woonplaats hebben op het grondgebied van de Republiek Congo of door de Congolezen die hun gewone verblijfplaats in België hebben gehad, vormen artikel 27 van die gecoördineerde wetten onder het opschrift : "Tijdelijke bepalingen".

§ 2. De overgangsbepalingen van dezelfde gecoördineerde wetten worden door de volgende overgangsbepalingen vervangen :

"Artikel 28. § 1. De inwerkingtreding van de artikelen 1, 2 en 3 heeft niet tot gevolg dat de Belgische nationaliteit wordt toegekend aan de vreemdeling die op het tijdstip van die inwerkingtreding, de volle leeftijd van vijftien jaar heeft bereikt.

.../...

§ 2. De in artikel 18, 5°, bepaalde duur van het verblijf in het buitenland gaat in de dag waarop die bepaling in werking treedt.

Artikel 29. § 1. De Belgische vrouw die, vóór de inwerkingtreding van artikel 18, de staat van Belg heeft verloren ingevolge haar huwelijk met een vreemdeling of ingevolge de verkrijging van een vreemde nationaliteit door haar man, mag - behalve wanneer zij slechts door huwelijk Belg is geworden - de verklaring tot behoud van de Belgische nationaliteit, bedoeld in het vroeger toepasselijke artikel 18, afleggen.

§ 2. De vreemdelinge wier echtgenoot door naturalisatie Belg is geworden vóór de inwerkingtreding van artikel 12 van de wet van ..., kan in dezelfde toestand van haar man worden geplaatst, indien zij binnen de zes maanden na de overschrijving van de naturalisatieakte, haar voornemen te kennen geeft van deze bepaling gebruik te maken. Deze verklaring wordt afgelegd op de wijze bepaald in artikel 10. De vreemdelinge die, vóór de inwerkingtreding van artikel 12 van de wet van ..., de naturalisatie tegelijk met haar man heeft aangevraagd, wordt vrijgesteld van de in de artikelen 12 en 13 bepaalde voorwaarden".

Artikel 22.

I. De wijzigings- en opheffingsbepalingen (zie de algemene opmerking II, B) zouden niet in hetzelfde artikel mogen worden opgenomen als dat waarin de inwerkingtreding van de verschillende bepalingen van het ontwerp wordt geregeld. Wat die inwerkingtreding betreft, moge worden verwezen naar de algemene opmerking III.

.../...

II. Artikel 628, 9°, van het Gerechtelijk Wetboek dient te worden gewijzigd om melding te maken van de verklaring bedoeld in het nieuwe artikel 4 van de gecoördineerde wetten en om in voorkomend geval de bevoegde rechtbank en het bevoegd parket aan te wijzen, zoals al is opgemerkt bij artikel 10 van het ontwerp, ten einde rekening te houden met de eventuele gelijkstelling, in bepaalde omstandigheden, van het verblijf in het buitenland met een verblijf in België.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
A. VANWELKENHUYZEN, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé.
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.